



A L'OCCASION DE LA PUBLICATION DU DECRET AUTORISANT LES DROITS DIFFERENCIES ENTRE ETUDIANTS NON COMMUNAUTAIRES ET ETUDIANTS EUROPEENS,

LE MERCREDI 17 AVRIL,

ORGANISONS DES ACTIONS POUR SIGNIFIER L'OPPOSITION DE NOS ORGANISATIONS A CETTE MESURE DISCRIMINATOIRE QUI ACCOMPAGNE LE DESENGAGEMENT DE L'ETAT

Conformément à l'appel du 18 janvier, les organisations signataires appellent à :

- **ARBORER UN CARRE ROUGE** (symbole de la lutte contre l'augmentation des droits d'inscription dans l'enseignement supérieur pour des formations publiques, ouvertes à toutes et tous, gratuites et émancipatrices)
- **ORGANISER DES RASSEMBLEMENTS, DES AG, DES HIS, DES DEPLOIEMENT DE CARRES ROUGES GEANTS, DES OCCUPATIONS D'ESPACES LE MERCREDI 17 AVRIL** (pour présenter et débattre du contenu du décret et de l'arrêté fixant les montants des augmentation des doits d'inscription);
- **COMMENCER A PREPARER UNE MOBILISATION PLUS LARGE, CONTRE LA DESTRUCTION DE LA FONCTION PUBLIQUE, DONT LE COUP D'ENVOI SERA DONNE LE 9 MAI.**

Le 10 avril 2019

APPEL DU 18 JANVIER

Le Premier ministre a annoncé, le 19 novembre 2018, une hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s extra-communautaires. Ces frais s'élèveraient dès la rentrée 2019 à 2770 € en licence et à 3770 € en master et en doctorat.

Cette augmentation mettrait en difficulté financière les étudiant.e.s étranger.e.s parmi les plus précaires et risquerait de faire renoncer nombre d'entre eux/elles à leur projet d'études en France. Les conséquences, pour nos formations et nos laboratoires de recherche, seraient désastreuses. C'est une attaque contre les valeurs humanistes et universalistes de l'université française. C'est une attaque contre la recherche publique, qui accueille un tiers de doctorants d'origine extra-communautaire. Pourtant leur accueil contribue à la production scientifique de nos laboratoires et enrichit nos échanges internationaux.

En outre, les organisations signataires craignent que cette mesure conduise à une hausse généralisée des frais pour l'ensemble des étudiant.e.s en France. Elles défendent un modèle d'université gratuite, ouverte à toutes et à tous sans différenciation de nationalité ou d'origine géographique.

Les organisations syndicales signataires appellent à soutenir et à s'inscrire dans toutes les initiatives de mobilisations syndicales nationales et locales (assemblées générales, motions, délégations, colloques, rassemblements, manifestations, ...) à partir de ce jour et ce jusqu'au retrait de ce projet.

Signataires : UNSA A&I, CGT-FERCsup, CGT-INRA, CJC, FAGE, FCPE, FO-ESR, SGEN-CFDT, SGEN-CFDT recherche EPST, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, SNPTES, SNTRS-CGT, Solidaire-Edudiants, SUD Education, SUD recherche EPST, UNEF, Université Ouverte, UNSA ITRF.BI.O